

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 10

Bulletin d'information de la **CNGR**
Coordination Nationale de la **Gauche Républicaine**

HUMEUR: L'EUROPE DES CRETINS

Les gens qui vont voter Non à la constitution européenne sont des crétins, des abrutis, des imbéciles, des incultes. Petit pouvoir d'achat, petit cerveau, petite pensée, petits sentiments. Pas de diplômes, pas de livres chez eux, pas de culture, pas d'intelligence. Ils habitent en campagne, en province. Des paysans, des pécores, des péquenots, des ploucs. Ils n'ont pas le sens de l'Histoire, ne savent pas à quoi ressemble un grand projet politique. Ils ignorent le grand souffle du progrès. Ils crèvent de peur.

Jadis, ces mêmes débiles ont voté Non à Maastricht ignorant que le Oui allait apporter le pouvoir d'achat, la fin du chômage, le plein emploi, la croissance, le progrès, la tolérance entre les peuples, la fraternité, la disparition du racisme et de la xénophobie, l'abolition de toutes les contradictions et de toute la négativité de nos civilisations post-modernes, donc capitalistes, version libérale.

L'électeur du Non est populiste, démagogue, extrémiste, mécontent, réactif. C'est le prototype de l'homme du ressentiment. Sa voix se mêle d'ailleurs à tous les fascistes, gauchistes, altermondialistes et autres partisans vaguement vichystes de la France moisie, cette vieille lune dépâssée à l'heure de la mondialisation heureuse. Disons-le tout net : un souverainiste est un chien.

En revanche, l'électeur du Oui est génial, lucide, intelligent. Gros carnet de chèque, immense encéphale, gigantesque vision du monde, hypertrophie du sentiment généreux. Diplômé du supérieur, heureux propriétaire d'une bibliothèque de Pléiades flambant neufs, doté d'un savoir sans bornes et d'une sagacité inouïe, il est propriétaire en ville, urbain convaincu, Parisien si possible. Il a le sens de l'Histoire, d'ailleurs il a installé son fauteuil dans son sens et ne manque aucune des manies de son siècle. Le Progrès, il connaît. La Peur ? Il l'ignore. Le débordien Sollers, le sartrien BHL et le kantien Luc Ferry vous le diront.

Bien sûr, le Ouïste a voté Oui à Maastricht et constaté que, comme prévu, les salaires s'en sont trouvés augmentés, le chômage diminué, et fortifiée l'amitié entre les communautés. Le votant du Oui est démocrate, modéré, heureux, bien dans sa peau, équilibré, analysé de longue date. Sa voix se mêle d'ailleurs à des gens qui, comme lui, exècrent les excès : le démocrate-chrétien libéral, le chiraquien de conviction, le socialiste mitterrandien, le patron humaniste, l'écologiste mondain. Dur de ne pas être Ouïste.

Citoyens, réfléchissez avant de commettre l'irréparable !

Michel ONFRAY, Philosophe, écrivain
Dernier ouvrage : Traité d'athéologie, Grasset

EDITO: L'APRES 29 MAI

Si le Non l'emporte... Vu la persistance des sondages qui lui sont favorables, cette hypothèse est désormais évoquée ouvertement dans les gazettes et les milieux politiques. D'autant que le chantage « Oui ou le chaos » n'impressionne plus personne, les avatars du pacte de stabilité ayant prouvé que le ciel ne tombait pas sur la tête des Européens lorsqu'ils s'éloignaient de la doxa libérale.

A droite, un échec au référendum sonnerait irrémédiablement le glas pour Raffarin, mais certainement pas pour sa politique, qui serait poursuivie par l'un des prétendants à Matignon, adoubé par Chirac. Lequel ? Nous ne céderons pas à la tentation des pronostics ; d'ailleurs du point de vue des millions de Français qui font les frais de cette politique depuis 2002, le choix présidentiel revêtirait, comme le disait Lautréamont, « une non négligeable quantité d'importance nulle ».

Quant à l'empoignade Chirac-Sarkozy en vue de 2007, elle serait sans nul doute avivée. Du côté de la Chiraquie, on multiplie déjà les accusations contre le leader de l'UMP. La garde présidentielle le considère insuffisamment engagé dans la campagne du Oui (n'a-t-il pas parlé de l'Europe qu'au dernier quart d'heure de l'émission télé « 100 minutes pour convaincre » ?) ; elle lui reproche aussi de semer le doute dans l'électorat de droite en agitant, comme un quelconque de Villiers, l'épouvantail de l'adhésion de la Turquie à l'UE.

Sarkozy, lui, estime qu'une victoire du Non serait fatale à Chirac et à son intention supposée de se représenter à la prochaine élection présidentielle. D'où son peu d'empressement à battre la campagne. Que Chirac morde la poussière, et Sarkozy prendra la pose de l'homme providentiel, drapant dans l'étendard de la « modernité » le programme le plus anti-républicain que la droite ait avancé en plus d'un demi-siècle : libéralisme à tout crin, communautarisme et remise en cause de la laïcité, alignement sur Washington, lois répressives sous couvert de sécurité...

Mais c'est à gauche que s'annonce le plus grand bouleversement, cette gauche rongée par le virus libéral depuis « la parenthèse de 83 », et qui manifeste aujourd'hui les symptômes d'un réveil salutaire. Le Non de gauche, ce n'est pas les « révolutionnaires » contre « les réformistes », ni le « pôle de radicalité » ou la cristallisation de « la gauche de la gauche ». Le Non traverse toutes les composantes du camp progressiste et s'alimente à une source profonde et durable : le rejet du libéralisme exprimé par la majorité de Français.

Si le Non l'emporte, l'heure ne sera pas au lancement des campagnes présidentielles, pas plus que ne serait à l'ordre du jour une renégociation du « traité constitutionnel », qui ne s'appuierait sur aucun mandat populaire.

Pour ne pas manquer son rendez-vous avec l'histoire, la gauche devra au plus vite tracer les grandes lignes d'une politique alternative. Donner un nouveau contenu à son action ou se perdre une fois de plus dans l'opportunisme gouvernemental : il n'y a pas d'autre choix.

Notre Carrefour Républicain du 12 avril a justement eu pour ambition d'avancer dans cette direction. Car la CNGR sera partie prenante d'une refondation de la gauche qu'elle s'efforcera d'asseoir sur les principes républicains.

M.A.I.S NON! M.A.I.S NON!

M.A.I.S NON! M.A.I.S NON!

M.A.I.S NON! M.A.I.S NON!

M.A.I.S NON! M.A.I.S NON!

M.A.I.S NON! M.A.I.S NON!

Faire du référendum du 29 mai une grande victoire de la République!

CHIRAC SERVI SUR UN PLATEAU

Le chef de l'Etat fait son entrée en campagne pour le référendum jeudi 14 avril, à 20 h 50 sur TF1. Devant un panel de 80 jeunes, et avec l'aimable participation de quatre médiatiques de haut vol : Poivre d'Arvor, Fogiel, Delarue et Chain. Le tout orchestré par Claude Chirac, Mme Fille.

Jouant les rabat-joie, les sociétés de journalistes de France 2, France 3 et M6 s'élèvent dans un communiqué commun contre « le triomphe du marketing politique et de l'information spectacle au mépris du journalisme ». Les professionnels des trois rédactions se réuniront en assemblée générale pour décider des suites à donner à leur protestation. Quant à l'intervention de Chirac, elle ne sera bien sûr pas décomptée du temps de parole du Oui. Pourvu qu'il n'y ait pas trop de lycéens parmi ces jeunes...

L'ANCIEN PRESIDENT DE LA CES POUR LE NON

Naguère secrétaire général de la FGTB (Fédération Générale des Travailleurs Belges) et président de la Confédération Européenne des Syndicats, Georges Debunne a lancé un appel contre le traité constitutionnel. « Je pousse cet ultime cri d'alarme », écrit le dirigeant syndical, « la gauche européenne ne peut plus tergiverser, il faut stopper cette course vers l'abîme... Le grand marché intérieur ne peut se développer par le dumping social, il faut le crier sur tous les toits ! »

CAMPAGNE EN CORREZE

Un « Forum Europe » s'est tenu le 9 avril à Masseret (Corrèze), à l'initiative de l'association Cap à Gauche 19. La CNGR y était représentée par l'un de ses vice-présidents, André Deluchat, qui a souligné que le traité constitutionnel « mettrait les peuples en situation de ne plus pouvoir agir sur leur destin ni de choisir les politiques qu'ils veulent voir mises en œuvre. La démocratie est bafouée ».

SALLE COMBLE POUR LE CARREFOUR REPUBLICAIN DU 12 AVRIL A ARCUEIL

Les porte-parole de la CNGR, des maires d'Île-de-France, Pierre Khalfa, représentant d'ATTAC, ainsi qu'Emile Zuccarelli, député-maire de Bastia et Jacques Bruhnes, député des Hauts-de-Seine, se sont succédé au micro pour exposer les raisons du Non de gauche et ébaucher les grandes lignes d'une autre politique. Avaient également pris place dans la salle Alain Romandel et Daniel Guérin, conseillers régionaux, et Jackie Laplace, conseiller général de Seine-et-Marne.

Vice-présidents de la CNGR, Jocelyne Clarke, Patrice Judille, Emmanuel Dupuy et Jean-Luc Gonneau ont dénoncé le credo libéral qui dès son article I-3 inspire le « traité constitutionnel ». Son adoption sonnerait le glas des services publics mis en place en France à la Libération, a averti Jocelyne Clarke, rappelant au passage que l'autonomie de la banque centrale européenne était l'une des clés de la politique néo-libérale. « La concurrence libre et non faussée est une chimère », a insisté Jean-Luc Gonneau, ne serait-ce qu'en raison des disparités sociales entre Etats de l'Union, que le traité ne fera pas disparaître puisqu'il exclut toute harmonisation sociale et fiscale entre les 25.

Maire de Champagne-sur-Seine (Seine-et-Marne), François Roger a donné un exemple concret des ravages du libéralisme : dans sa commune, les 213 salariés de ABB se retrouvent sans emploi, bien que les carnets de commandes soient pleins et que l'entreprise dégage des bénéfices. Mais ceux-ci sont jugés insuffisants par les actionnaires, qui ont décidé unilatéralement de la fermeture ! Au total, 8 000 emplois ont été supprimés en 10 ans dans le Sud Seine-et-Marne. S'appuyant sur le principe du moins-disant social, l'Europe libérale ne peut qu'accentuer la désindustrialisation de notre pays.

Or « notre peuple résiste et dit : ça suffit ! », s'est réjoui Guy Malandain, Maire de Trappes. Dans le même temps, cet ancien membre du PS déplore « qu'une partie de la gauche se sente à l'aise avec le libéralisme, qui cherche à prendre une revanche historique sur le mouvement ouvrier, qu'il s'agisse des services publics, des droits sociaux ou de la laïcité. Mettre l'homme au centre de la société, tel devrait être le projet européen. »

Maire de Limeil-Brévannes, Joseph Rossignol dénonce la reconnaissance du lock-out patronal à l'article II-88 du traité. Il constate que le modèle libéral appliqué en Europe interdit autant la relance par les salaires que par les grands travaux, dont Jacques Delors fut un zélé partisan il y a quelques années...

Reconnaissant avoir longtemps hésité avant de se décider pour le Non, Daniel Breuille, maire d'Arcueil s'en est pris à ceux qui agitent Le Pen comme un épouvantail. « Les gens se sentent exclus de la construction européenne, c'est justement cela qui fait le lit des nationalismes extrêmes. Il faut donc redonner force à la politique sociale pour que les peuples s'intéressent à l'Europe ».

Au nom d'ATTAC, Pierre Khalfa a fait remarquer que la cour de justice de l'UE, en cas de litige, tranche toujours en faveur de la sacro-sainte « concurrence libre et non faussée ». Il souligne que la campagne du Non de gauche n'est pas dirigée contre l'Europe mais contre le libéralisme.

« Une affaire à l'échelle du siècle »

Ancien ministre et président d'honneur du parti radical de gauche, Emile Zuccarelli a mis en garde contre la proposition fallacieuse de certains partisans du Oui, qui promettent de changer le projet constitutionnel une fois qu'il aura été adopté. Car « le traité fige les choses, a-t-il précisé, c'est une affaire à l'échelle du siècle. »

Le député radical a dénoncé l'incohérence du projet constitutionnel, qui se prononce pour une défense et une politique étrangère communes, tout en proclamant l'attachement de l'Europe à l'OTAN, placée depuis toujours sous tutelle américaine ! « L'Europe, a-t-il insisté, doit jouer un rôle majeur dans le monde, en particulier dans les rapports Nord-Sud où elle doit mettre en avant sa tradition humaniste pour écarter tout choc des civilisations ». Pour conclure, Emile Zuccarelli s'est écrié : « Que l'on arrête de nous culpabiliser ! Si la France dit Non, il ne se produira aucun cataclysme ».

Lui aussi ancien ministre, le député communiste Jacques Bruhnes a rappelé le taux d'abstention très élevé aux dernières élections du Parlement européen, dû à « l'immense inquiétude dans tous les pays de l'Union. La désaffection des citoyens s'explique par leur vécu : le chômage, la précarité, les délocalisations... » Partisan de la construction européenne, il ne croit cependant pas que les pays du Vieux continent formeront une nation unique du jour au lendemain. Il faut donc procéder par étapes.

D'autant plus que l'on n'a jamais demandé aux citoyens s'ils voulaient une constitution européenne, a observé Pierre Carassus en concluant ce Carrefour républicain. Le vice-président de la CNGR a dénoncé l'absence de débat à l'Assemblée Nationale, lors de la dernière législature, sur le texte qu'élaborait en catimini la convention Giscard.

L'ancien député de Seine-et-Marne s'est félicité que le Non de gauche, dans sa diversité, développe un débat digne, à partir du texte et des faits, dans le respect de ses adversaires. Cela montre que « les Français se réapproprient le débat citoyen, pour dire qu'une autre politique est possible en France et en Europe ».